

<b>1967</b>	<b>Source :</b> <b><i>La Gauche</i> N° 25 – 24/6/1967</b>
-------------	--

## **Pour une solution du conflit israélo-arabe**

**Marcel Liebman**

Si la phase militaire du conflit israélo-arabe est une nouvelle fois close, en soi, le conflit est loin d'être réglé. A bien des égards, on se trouve aujourd'hui dans une impasse ; le vainqueur saura-t-il maîtriser sa victoire et les vaincus ne seront-ils pas acculés à une capitulation qui n'aurait qu'un temps ?

### **SLOGANS SIMPLISTES, SIMPLIFICATIONS OUTRANCIERES**

Parmi les causes complexes qui expliquent l'affrontement arabo-israélien et l'impossibilité où l'on s'est trouvé jusqu'à présent de lui apporter une solution équitable, il en est une dont les événements des dernières semaines ont démontré l'acuité : de très sérieuses lacunes dans la connaissance même du problème. Avec une circonstance aggravante : le clivage de l'opinion mondiale en deux blocs et l'impossibilité presque totale de surmonter ce clivage. Dans chacun des camps en présence, des vérités approximatives, des simplifications outrancières, voire des déformations délibérées de la réalité ont abouti à une confusion des esprits qui, la passion aidant, a pris des proportions qui n'avaient plus été atteintes depuis longtemps. Dans le camp des pays arabes et de leurs alliés, c'est-à-dire, *grosso modo*, au sein du bloc communiste et d'une très grande partie du tiers-monde, Israël a été présenté et est perçu comme un simple « pion impérialiste » mû par des maîtres tout-puissants qui en téléguident l'action.

La manière dont a été informée l'opinion occidentale n'a pas été moins déficiente. Nous n'en voulons pour preuve évidente que quelques-uns des clichés et des slogans qui ont été acceptés avec une étonnante absence de sens critique alors qu'ils sont autant de défis au bon sens. Ainsi en est-il, par exemple, de l'assimilation pure et simple du colonel Nasser à Hitler. Comment comprendre qu'on s'y soit prêté si facilement alors que le *Times* (10-6-1967), de Londres, a justement fait remarquer que cette « caricature qui s'est répandue de lui en Angleterre, n'a jamais eu le moindre rapport avec la réalité » ? Alors que l'*Observer*, également de Londres, l'a défini (11 juin 1967) comme

« un homme plein d'intelligence et de courage qui a fait beaucoup pour son pays » et que *Le Monde* (11 et 12 juin 1967) a dit de lui qu'il « incarne profondément l'aspiration essentielle (des masses arabes) à la dignité ».

Comment a-t-on pu admettre avec si peu de réticences la comparaison de forces entre Israël et les Etats arabes, fondée sur un simple rapport démographique et sans jamais tenir compte du caractère hautement développé ni des soutiens économiques puissants dont jouit Israël, ni du fait, qui aurait dû être patent, que le monde arabe appartient au tiers-monde sous-développé, déshérité, misérable ?

## **CONTRE LA HAINE ET LE RACISME**

En réalité, les très regrettables lacunes de l'information se sont ajoutées aux émotions les plus légitimes nées des souvenirs de la guerre pour fausser les jugements et pour faire perdre à beaucoup leur sang-froid. Il y a pire : incapables de voir dans les Arabes ce qu'ils sont en réalité, des peuples du tiers-monde en voie de développement, la crise du Moyen-Orient a donné lieu à une résurgence d'un fonds jamais épuisé de racisme. Certes, aucun des camps n'en a eu le monopole. Les manifestations les plus spectaculaires et les plus aberrantes de xénophobie sont même venues de certains extrémistes du camp arabe. Aux appels d'une minorité fanatisée à la « guerre sainte » se sont ajoutées les diatribes démentielles d'un Choukeiri parfois cautionnées par des dirigeants perdant, dans l'effervescence des veillées d'armes, tout sens des responsabilités ou, du moins, tout sens de la mesure. Faut-il dire que ces appels à la haine indiscriminée ne peuvent qu'appeler une condamnation particulièrement indignée ? Mais, plus près de nous, nous avons assisté à la faveur du conflit, à la manifestation à l'égard des Arabes, d'une hostilité, faite d'un amalgame de préjugés qui confinent indéniablement au racisme.

## **LES ARABES ET LE FAIT ISRAËLIEN**

Tout cela a abouti à une situation très regrettable qui rend extrêmement difficile la contribution que pourrait apporter à une détente progressive au Moyen-Orient une partie, tout au moins, de l'opinion publique occidentale et de ses représentants. Comment pourrait-il d'ailleurs en être autrement dès lors que cette opinion publique ne connaît pratiquement pas le point de vue arabe que l'on ne peut simplement confondre avec quelques citations de quelques esprits échauffés ?

Cette méconnaissance du point de vue arabe rend d'ailleurs parfaitement incompréhensible une des données fondamentales du conflit : le refus constamment opposé par les ennemis d'Israël d'en reconnaître l'existence comme Etat. Cette

obstination paraît aberrante. Elle répond pourtant à une logique que l'on ne peut éventuellement récuser que si l'on prend la peine de la connaître. De quoi s'agit-il en effet ? De cette observation jamais démentie : les Arabes n'ont jamais admis l'implantation juive en Palestine, opérée dans le sillage de l'expansion coloniale européenne. Cette implantation était la conséquence de la persécution subie par les Juifs en Europe et, à ce titre, échappait à la motivation habituelle des colons blancs. Elle n'en constituait pas moins, du point de vue de la population arabe autochtone, l'intrusion d'un élément étranger à l'environnement et dont la croissance a finalement abouti à la transformation de la Palestine, de « terre arabe » qu'elle était en « terre juive » où s'est établie une population à vocation et même à statut « uni-ethnique » et dont ont été évincés des centaines de milliers d'habitants. Il est vrai que la création de l'Etat israélien, par l'O.N.U., en 1947, constitue une approbation donnée par la communauté internationale à cette prise de possession de la Palestine. Mais, comment oublier que le tiers-monde n'était pratiquement pas représenté dans l'Organisation des Nations Unies de l'époque ? La décision de créer un Etat juif en Palestine, malgré l'opposition des autochtones arabes, pouvait donc apparaître à ceux-ci comme une solution entièrement contraire à leur volonté. Les Arabes n'ont jamais admis ce fait. Leur refus de reconnaître l'Etat d'Israël et de conclure avec lui la paix, traduit cette volonté obstinée de ne pas admettre une situation qui s'est créée sans leur consentement et, ajoutent-ils, à leur détriment. Quand Israël affirme qu'il veut la paix, la question qu'on est, dès lors, en droit de lui poser est la suivante : cette paix consiste-t-elle dans la volonté parfaitement légitime de vouloir vous faire accepter par un entourage depuis toujours hostile ou dans la volonté de vous *imposer* à lui ?

## **LES CONDITIONS D'UN FUTUR DIALOGUE**

Les griefs arabes une fois connus, force est de remarquer qu'ils ne permettent pas que soit mise en cause l'existence et la survie d'une nation de deux millions de personnes. Le refus d'une situation ressentie comme profondément injuste ne peut aller jusqu'à envisager une injustice plus profonde encore. Ceci dit, si l'on estime que la naissance d'un dialogue entre Israël et les Etats arabes est la condition *sine qua non* d'une pacification véritable et durable du Moyen-Orient, n'y a-t-il pas lieu de se demander si le préalable d'un tel dialogue peut être l'acceptation, par une des parties, d'une condition à laquelle elle s'est toujours refusée ? Ne semble-t-il pas plus raisonnable de considérer que cette reconnaissance de l'Etat d'Israël par les Arabes, après des oppositions et des luttes presque aussi vieilles que ce siècle, ne peut être que l'aboutissement d'un processus de détente et d'une oeuvre de réconciliation dont tout indique qu'ils seront malheureusement fort longs ? Il convient toutefois d'observer que

ce dialogue, ou simplement cette confrontation, lorsqu'ils pourront s'établir, n'auront de sens que s'ils mettent en présence les représentants des nations concernées.

Il est clair cependant qu'à défaut d'exiger de la part des pays arabes une renonciation immédiate et entière au point de vue, fondé ou non, qui a toujours été le leur - ce qui équivaldrait à une capitulation – il est nécessaire que soit désarmée la prévention que, depuis plusieurs générations, ils ressentent à l'égard d'Israël et qui repose sur des griefs objectivement établis.

## **LES DROITS DES REFUGIES PALESTINIENS**

C'est dans ce contexte que se place le problème des réfugiés. Il ne constitue pas seulement un drame humain qui, pour s'éterniser n'en demeure pas moins intolérable. Il représente et symbolise (mais c'est un symbole douloureusement vivant) cette injustice dont le peuple palestinien est victime. Dans le dialogue de sourds entre Arabes et Israéliens, cette question a pris de plus en plus valeur de test. Et, en cette matière aussi, d'inconciliables prétentions se sont opposées : les pays arabes ont exigé le droit pour ces exilés de retrouver leur pays et leur foyer et les Israéliens ont affirmé que, sans rejeter l'idée d'une indemnisation, ils n'accepteraient jamais le retour de ces réfugiés sur leurs terres. Le débat a été compliqué et faussé par une controverse relative à l'origine du drame des réfugiés : sont-ils partis, pendant la guerre de 1948, de leur propre chef ou ont-ils été chassés de leur pays ? Mais, même si l'on acceptait inconditionnellement la première de ces thèses, supprime-t-elle le droit pour des populations que des opérations de guerre ont éloignées de leur pays de le réintégrer après la cessation des hostilités ou, à tout le moins, après l'établissement de la paix ? En aucune manière. Sur le plan de l'argumentation, on a soutenu que, revenus dans le territoire israélien dont ils sont originaires, ils y constitueraient une « cinquième colonne ». Mais, les récents événements n'ont-ils pas suffisamment démontré que, maintenus aux frontières d'Israël, ils sont, au moins, aussi dangereux pour la paix ?

Il est vrai que les derniers développements du conflit israélo-arabe donnent au problème des réfugiés une nouvelle dimension. L'expansion d'Israël a pour conséquence de placer actuellement sous son contrôle des centaines de milliers d'Arabes : outre des réfugiés de 1948, des populations installées en Cisjordanie. Il y a tout lieu de craindre qu'un nouvel exode de population, chassée de ses foyers, va augmenter le nombre des réfugiés dans des proportions considérables. Il va de soi cependant que le droit de retour des réfugiés ne prend son sens que si la condition qui leur sera reconnue est celle de citoyens à part entière, ce qui n'est malheureusement pas le cas des Arabes (de confession islamique ou chrétienne) habitant actuellement en Israël. Ceci en tout cas demeure : le fait que s'ajoute à l'injustice déjà existante, un nouveau malheur pour les populations palestiniennes n'enlève rien à la nécessité morale

et politique de réparer cette double infortune, tout en respectant le droit de ces hommes à déterminer leur destin. Nous retrouvons ici cette condition sans laquelle le sort du Moyen-Orient continuera à être déterminé par l'engrenage infernal d'actes de terreur et d'expéditions punitives.

## **ISRAEL ET L'OCCIDENT**

En définitive, si le peuple israélien a incontestablement le droit à l'existence et s'il a trop souvent l'impression que ce droit élémentaire à la vie ne lui est pas reconnu par ses voisins, il faut aussi qu'il comprenne que cette existence n'est possible, à la longue, qu'avec le consensus de ces voisins et que ce consentement ne peut, par définition, être conquis par les armes : il peut progressivement s'obtenir mais il ne peut être arraché. Malheureusement, à toutes les difficultés que nous avons énumérées et qui rendent cette indispensable coexistence si difficile, s'ajoute une circonstance supplémentaire et qui est d'un poids considérable. Comment isoler, en effet, l'affrontement israélo-arabe du contexte dans lequel il se déroule. Le dernier épisode du conflit a montré que la contestation ne met pas seulement aux prises le camp occidental dirigé par les Etats-Unis, et le camp communiste, mais également, et peut-être davantage encore, le monde occidental d'une part, et, d'autre part, le Tiers-monde dont les réactions ont révélé une convergence pro-arabe aussi nette que significative. En ce domaine, le contraste est particulièrement éclairant entre la prise de position presque inconditionnellement pro-israélienne de l'Europe occidentale et des Etats-Unis, d'une part, et les sympathies, plus chaleureuses qu'efficaces, du Tiers-monde envers les pays arabes. Croit-on que les peuples concernés ignorent le contraste entre la générosité de l'Occident dont jouit Israël et l'égoïsme manifesté par l'Occident à ceux des pays arabes qui ont entrepris des réformes sociales et économiques ? D'autant que les faits ont démontré que l'affrontement entre l'Occident et le Tiers-monde ne se retrouve pas seulement au coeur de la contestation israélo-arabe, mais qu'en plusieurs circonstances, il lui a conféré une dimension supplémentaire. Faut-il rappeler qu'Israël a participé avec la France et la Grande-Bretagne à une expédition militaire contre l'Egypte, dernière réminiscence de la diplomatie des canonnières ? Rappeler aussi que dans cet autre affrontement entre l'Occident et le Tiers-monde qu'a été la guerre d'Algérie, Israël s'est trouvé aux côtés de la France ? Qu'Israël est imbriqué dans des alliances de fait - dont la dernière crise a démontré tout à la fois, les limites et la réalité - avec les Etats-Unis, ce qui explique que l'Etat juif a donné l'impression de vouloir s'en prendre, non seulement au gouvernement de Damas, mais au régime syrien dont l'anti-impérialisme est de plus en plus prononcé. Alors qu'au plan mondial, la politique américaine relève de plus en plus de la volonté de présence universelle et de force toujours présente, alors qu'elle provoque l'opposition

passive ou active de nombreux peuples du Tiers-monde, ces circonstances ajoutent encore à la difficulté de trouver une solution juste au problème israélo-arabe.

Si l'opinion publique occidentale, loin de fixer l'Etat juif dans une attitude « dure », pouvait l'aider à une « révision déchirante », sa contribution est, en tout état de cause, impensable sans une connaissance plus complète et moins unilatéralement orientée de ce problème.